

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing: Trois mois... Six mois... Un an...

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois... La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annouces: la ligne... Réclames... Faits divers... On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, libraire, Grand-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C<sup>o</sup>, 34, rue Notre-Dame des-Viscées, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Publication.

Table with financial data: 13 MAI (Service gouvernemental), 15 MAI (Service particulier du Journal de Roubaix). Includes items like Emprunts, Actions, and various bank services.

DEPECHE COMMERCIALES

(Service particulier du Journal de Roubaix) New-York, 15 mai. Change sur Londres 4.87 1/2; change sur Paris 5.13 3/4.

Cotons: Ventes 800 b. Marché calme, prix faciles mais sans pression.

Cotons: Ventes 8,000 b. Marché languissant.

Cotons: 12 1/4. Recettes du premier jour 3,000 b.

Pas de dépêches affichées à la bourse.

ROUBAIX 15 MAI 1876.

La Session.

Voilà une session qui débute mal, non seulement pour les républicains, mais aussi pour tout le monde. Ce scandale, auquel s'est trouvé mêlé le nom d'un député radical, est vraiment écorçant pour tous ceux qui se plaçant au-dessus des querelles de parti, croient que l'honneur du Parlement est une partie de l'honneur de la France; puis deux républicains, l'un sénateur, l'autre député, meurent à quelques heures de distance: MM. Ricard et Esquiros.

Feuilleton du Journal de Roubaix

Chevaliers d'écritoire

Quelques confidences qu'il reçut sans les avoir demandées, des plaies vives dont on le pria d'être le guérisseur, de terribles exemples qui frappèrent ses yeux, l'affermirent plus que jamais dans cette droite route que lui avait enseigné l'abbé Montreuil.

Que sera cette lutte des conservateurs contre les révolutionnaires? Autant vraiment poser la question autrement et dire jusqu'où ira la Révolution et quand se dressera devant elle l'obstacle qui l'arrêtera? quand, hommes et choses, seront-ils replacés dans la place et au rang qui leur convient? C'est le secret de Dieu. A M. de Broglie qui tenta de restaurer la monarchie légitime et fut plus ou moins sincère dans ses rapports avec les mandataires de M. le comte de Chambord, succédèrent MM. de Fourtou, de Chabaud-Latour, ministre du Septennat, puis M. Buffet qui, peut-être, sans avoir la conscience des conséquences, fut le principal instrument de l'organisation de la république révisable. M. Buffet voulut arrêter le mouvement, retenir l'impulsion qu'il avait donnée lui-même. Son exclusion de la vie politique fut son châtiment, leçon brutale des événements. Les élections ont marqué un pas nouveau de la Révolution, et le successeur de M. Buffet fut un des triomphateurs du 4 septembre. Le temps a manqué à M. Ricard pour donner sa mesure, et nous ne pouvons savoir pendant combien de jours il aurait pu résister au courant révolutionnaire, pendant combien de jours il aurait pu maintenir ceux qui le poussaient en avant, et auraient pris sa place quand il aurait cessé de les servir. Que son successeur soit M. de Marcère ou M. Branger, ou tout autre personnage du même groupe, il importe peu. Ce qui nous intéresse c'est de savoir combien durera la république modérée. Il faut reconnaître que l'attitude des radicaux, pendant les deux premières séances, ne nous peut donner une idée élevée de leurs sentiments; et ce n'est pas se hasarder que dire que les divisions de la majorité républicaine, les hostilités individuelles de ses membres, leurs jalousies, leurs ambitions qui ne se mesurent pas à la capacité, sont pour les conservateurs la seule consolation du moment.

Quant à la question extérieure, il en a été parlé dans ce journal, il y a deux jours, et nous n'avons pas à revenir sur la nécessité pour la France de s'appuyer sur ses alliés naturels pour contrebalancer l'alliance, ou les projets d'action commune des puissances du Nord. Mais nous voulons faire une observation qui porte à la fois sur nos assemblées et sur l'ensemble du pays. Nous n'avons pas de diplomates dans nos assemblées ou bien ceux qui sont initiés aux affaires diplomatiques se tiennent à l'écart, en raison de leur isolement parlementaire. Dans le pays, dans la presse, nous ne voyons point le sentiment public se révéler par des manifestations significatives. Reste à savoir si dans le gouvernement il existe une volonté, une direction au sujet de nos intérêts comme puissance. Supposons que la monarchie légitime eût été rétablie, il y a deux ans et demi: la question d'Orient surgissant, le gouvernement retrouvait la tradition de la diplomatie française; il s'y conformait, et il pouvait se présenter vis-à-vis de l'Europe avec le prestige du passé, avec la valeur réelle du présent qu'augmenterait la perspective d'un avenir certain.

Notre diplomate a-t-elle un guide, a-t-elle des alliés, a-t-elle une politique définie? La France n'est pas tellement affaiblie, que sa voix ne puisse se faire entendre. Voudra-t-on la faire parler? Nous sommes donc pour les questions intérieures et les questions extérieures une égale ignorance, une égale incertitude; et quand nous voyons les chefs révolutionnaires se réunir de leurs victoires, quand nous entendons parler de conférences diplomatiques auxquelles la France n'est pas conviée, nous avons malheureusement raison de dire, que la session débute mal pour tout le monde. ALEXANDRE WATTEAU.

CHRONIQUE

On croit que la nomination de M. de Marcère comme ministre de l'intérieur, paraîtra mardi.

La France croit savoir que l'instruction de l'affaire Rouvier est terminée et qu'une ordonnance de non lieu est rendue dans les termes les plus honorables pour le député de Marseille. « Jamais le moindre doute, ajoute la France, n'a pris naissance dans l'esprit de tous ceux qui ont voulu connaître exactement les détails de cette aventure. »

M. Rouvier avait adressé la dépêche suivante à la Politique, de Marseille, dont il est le rédacteur:

Sinorre, gérant du journal la Politique bureau restant, Marseille. « L'article du Figaro est une odieuse entreprise dont je triompherai. » Vous verrez la séance de ce jour. Mes concitoyens qui m'ont vu naître et grandir ne sauraient douter de moi.

Samedi, à eu lieu une réunion de la commission d'amnistie, au Corps législatif, à Paris, de 2 1/2 à 4 heures. On s'est surtout occupé de répartir entre les divers membres le soin de prendre part à la discussion et de répondre aux auteurs de propositions ou d'amendements. Les membres spécialement chargés de porter la parole, sont d'abord le rapporteur, M. Leblond, puis M. Lamy et M. Méline. Le premier de la liste des orateurs inscrits en faveur de l'amnistie est M. Clémenceau. C'est M. Lamy, secrétaire de la commission qui est chargé de lui répondre.

On sait qu'aujourd'hui la chambre des députés devait commencer la discussion des propositions d'amnistie. Mais, il est possible que cette grave discussion soit renvoyée au jour suivant à cause des obsèques de M. Ricard, et pour permettre au nouveau ministre de l'intérieur de participer au débat.

Le Bulletin des lois pour l'Alsace-Lorraine, qui a paru à Berlin le 11 mai, publie un décret impérial fixant aux 10 et 11 juin prochains, les élections pour le renouvellement partiel des conseils généraux et des conseils d'arrondissement.

LETTRES DE PARIS

Paris, 13 mai 1876. Les journaux du centre gauche et de la gauche modérée jettent des fleurs sur la tombe de M. Ricard. Les feuilles radicales sont plus froides.

C'est seulement la semaine prochaine que le maréchal de Mac-Mahon et les ministres s'occuperont de choisir un nouveau ministre de l'intérieur. On met encore en avant le nom de M. Léon Renault, mais ce personnage est, dit-on, en ce moment, peu goûté à l'Élysée. M. de Marcère est très-proposé comme ayant déjà fait toute la besogne de M. Ricard, ce qui épargnerait un apprentissage pour un autre ministre. Enfin, on parle de M. Léon Say qui serait remplacé au ministère des finances par M. Mathieu-Bodet, mais ce sont là de simples suppositions.

On parle d'un remaniement complet du budget de l'instruction publique. La commission aurait fait savoir à M. Waddington qu'elle trouvait ses propositions insuffisantes et qu'il pourrait demander autant de millions qu'il voudrait. Enfin, il paraît qu'on va faire très-grand, sauf à rogner sur le reste, par exemple sur l'armée que nos radicaux ne veulent pas de trop bon poil.

Il sera proposé dans la discussion du budget, de supprimer le crédit pour les facultés de théologie catholiques.

Le sujet de l'entrevue des trois empereurs à Berlin, on lit dans le Memorial diplomatique:

« L'équilibre européen maintenu, au moins, par le concert des grandes puissances a été rompu par les événements de 1870. A sa place, nous voyons une sorte de dictature collective, exercée sur le continent par les trois empires du Nord. Cette entente, produite des circonstances plutôt que d'une communauté d'intérêts, manque de cohésion et de force réelle et ne se soutient que par une abstention complète de toute action et par la condition négative du maintien du statu quo territorial. Cette alliance, si elle est assurée depuis six ans de la paix générale: il ne faut pas oublier cependant, que les trois puissances ne pouvaient faire autrement sans rompre aussitôt leur entente. Il faudra de grands événements pour modifier, en bien ou en mal, cette union du moment. »

« Aucun esprit sérieux ne contestera, cependant, qu'une dictature collective ne soit jamais comprise la grande lacune qui subsiste dans l'ancien équilibre général, et qui ne pourra se rétablir, pour le moment, parce que la France manque dans le concert européen, et aussi, à cause de l'inégalité intellectuelle, matérielle et militaire qui existe entre les trois empires. »

« La majeure partie des Etats européens est malade au dedans; les gouvernements sont pour la plupart fragiles et mal assis, les peuples sont mécontents, découragés, mal contents et avides de choses nouvelles. Comment s'attendre que ce malaise, de l'intérieur, ait pénétré dans la politique extérieure? Tout est exceptionnel dans les choses du dedans, comme dans celles du dehors. »

« Dans cet état de choses, il n'y a qu'une seule politique vraiment sage: à pratiquer à l'égard de nos provinces: c'est de ne pas porter atteinte à la souveraineté du Sultan, ce qui n'empêcherait pas les cabinets de conseiller la Porte sur le meilleur mode d'administrer ces populations. Il faut ramener ce côté de la question à son caractère local, et ne pas l'élever à la hauteur d'une question européenne; car, les puissances réunies de toute l'Europe ne disposent pas des moyens pratiques de faire exécuter un pro-

gramme arrêté à l'avance. Il ne faut pas ébranler un édifice en détail, si on n'est pas à même de le reconstruire en grand. A quoi sert d'attaquer le régime turc, si on n'a rien de meilleur à mettre à sa place? Gouvernements et individus doivent se soumettre librement à la loi de la nécessité; reconnaître cette loi suprême, c'est pour les uns et les autres, la seule boussole qui puisse les préserver de fâcheuses déroutées. »

Il y a quelques jours, ministres, sénateurs, députés, gros fonctionnaires italiens accompagnèrent Victor Emmanuel et les princes de sa famille à Castellamare pour assister au lancement d'un gros navire cuirassé qui a été baptisé du nom de Duillio. Le journal Rome dit:

« Pourquoi ce nom antique de Duillio donné à une puissante machine de guerre moderne? Est-ce parce que les noms modernes ne portent pas bonheur? Croit-on écarter du Duillio le sort misérable qui a atteint le roi Galanthe, le prince Humbert, le Rome, le plébisците, le Charles Albert, le Gatte, les trente-deux navires, la flotte italienne presque entière, enfin, qu'il a fallu mettre en vente honteusement, et honteusement retiré faute d'acheteurs? »

« Le Duillio sera donc un grand vaisseau, le plus fort, le plus cuirassé que l'on convoie. On avait déjà, il est vrai, l'Assolatore, le grand cœur, leur d'ennemi qui, malgré sa prétention superbe coula le premier. Il n'eut pas même la gloire d'être coulé en bataille, il coula tout seul, à sa, et dans un port, le port d'Ancone. »

« A la Bourse, le marché du comptant se montre de moins en moins animé, et les recettes générales ne nous offrent plus de ces chiffres d'opérations qu'elles adressaient depuis la dernière campagne électorale. Les sociétés de crédit donnent peu de satisfaction et il en est de même de certains chemins de fer étrangers. »

« Les capitaux improductifs qui tiennent à s'employer sont donc forcés de se placer sur des fonds d'état, et sur toutes nos valeurs françaises faites et éprouvées, telles que nos obligations de la ville et celles de nos grandes lignes de chemins de fer, qui ne doivent leurs succès quotidiens aux demandes dont elles sont l'objet. »

« Le monde financier a été aujourd'hui très-défavorablement influencé par la baisse des consolidés anglais. On a répendu le bruit de massacres des chrétiens à Salonique, ce qui pourrait déterminer une action active des puissances. »

DE SAINT-CHÉRON.

Paris, Dimanche, 14 mai M. Ricard n'a été regretté que par un groupe politique peu considérable, par les républicains dits modérés. Les conservateurs et les radicaux ne peuvent déplorer sa disparition de la vie politique: tout au plus les radicaux consentent-ils à reconnaître qu'il avait atterré par ses circulaires sa volonté de combattre énergiquement les adversaires de la république. Les conservateurs ne peuvent oublier que le premier acte public de M. Ricard, préfet des Deux-Sèvres, a été la violation des droits de la magistrature, et son dernier acte, comme ministre de l'intérieur, a été la négation du droit que la constitution maintient pour chaque parti, de conserver ses espérances. Quel sera le successeur de M. Ricard? on dit que pour prévenir toute

crise ministérielle, tous les ministres ont été, sur la proposition de M. Dufaure, unanimes à demander que M. de Marcère fut nommé en remplacement de M. Ricard, dont il était l'alter ego. M. de Marcère est un homme de tempérament beaucoup plus calme que M. Ricard, mais il n'est point orateur, et il nous paraît peu en état de résister, le jour où la gauche dirigera contre lui une attaque sérieuse, surtout si la droite l'abandonne.

Il avait bien été un instant question de M. Léon Renault; mais, comme je vous l'ai déjà dit, il est trop suspect d'opportunisme devant la gauche, et il n'est en outre lui tout le parti bonapartiste. D'ailleurs, M. Renault a paru en faveur de l'élection de M. de la Roche-Jacquelin qui a été invalidé et il doit soutenir l'élection de M. Du Demaine, député d'Avignon, le rival heureux de M. Gambetta; son heure n'est pas venue, en admettant qu'elle doive venir.

C'est mardi que paraîtra le Journal Officiel le décret nommant le nouveau ministre de l'intérieur; il est vraisemblable que c'est seulement mardi que commencera la discussion sur l'amnistie.

Quant au mouvement préfectoral et sous-préfectoral, il se trouve nécessairement retardé de quelques jours.

Il paraît qu'une ordonnance de non-lieu a été rendue dans l'affaire Rouvier. On a remarqué que la France avait publié, avant-hier, un récit que l'agence Havas s'était empressée de résumer et de signaler par le télégraphe à tous les journaux de province. On a été d'avis ici, que la France avait joué un rôle d'ami maladroite.

Une polémique par lettres s'est engagée entre M. Clémenceau et M. P. de Cassagnac. Celui-ci déclare qu'il y a deux hommes contre lesquels il a refusé de se battre: M. Lullier qui, est au bagne et M. Clémenceau qui pour le moment, est à la chambre. On sait que M. Clémenceau était maire de Montmartre, quand les généraux Lecomte et Clément Thomas furent assassinés à Montmartre.

La Liberté vient de changer de direction politique. M. Detroyat s'est retiré, et il a été constitué un comité de direction politique présidé par M. Isaac Pereire; le secrétaire de la rédaction M. Louis Chauveau, ancien rédacteur du Constitutionnel, concentre tous les pouvoirs de rédacteur en chef. Le programme que la Liberté a publié, hier soir, affirme adhésion à la République provisoire politique essentiellement mac-mahonienne.

Je vous engage à vous délier des bonnes nouvelles que le télégraphe envoie d'Orient; la vérité est que le fanatisme musulman se trouve surexcité et que le gouvernement turc, en plaçant au ministère de la guerre l'homme qui personnifie le fanatisme militaire des vieux turcs, n'a pas voulu précisément donner une preuve de ses intentions pacifiques. Quant aux conférences de Berlin vous remarquerez que l'on ne sait encore si elles doivent aboutir à un résultat provisoirement satisfaisant; nous en sommes réduits à attendre les indications des journaux anglais.

Extrait d'une Notice sur la Mission de Norwège et Lapone.

La Mission de Norwège et Lapone a été fondée par Notre Saint Père Pie IX sous les auspices de la Très-Sainte Vierge, à l'époque de la proclamation

pour remettre à Albine un mot que le banquier venait d'écrire.

« La jeune femme venait de sortir pour aller chercher Rémié, qui jouait dans le jardin. »

Xavière était seule, penchée sur un métier à broderie.

Gabriel se troubla et balbutia en s'acquittant de la commission dont M. Rumisard l'avait chargée.

« Attendez ma tante, dit doucement Xavière. »

Gabriel s'assit, chercha un sujet de conversation et n'en trouva pas. La jeune fille s'étonnait de son silence, le regarda et s'aperçut alors de l'altération de son visage.

« Vous avez un chagrin? lui dit-elle. — Moi, Mademoiselle! — Oui, vous, monsieur Gabriel, et cela se voit aisément. »

« C'est vrai, dit Gabriel. Le comte de Puyfont, à qui je dois d'être entré chez Rumisard, quitte Paris ce soir. — Vous l'aimez beaucoup? — Comme tous ceux que j'ai aimés. — Et il va...? — En Orient. — Comment peut-on s'exiler à moins d'y être forcé? On est si malheureux loin de son pays... — Avez-vous jamais quitté la France, Mademoiselle? — Mon père est en Amérique, répondit Xavière en essayant deux grosses larmes qui roulaient le long de ses joues. »

« Pardon, dit Gabriel, j'ai rouvert une blessure. — Vous êtes un ami, répondit Xavière. La pensée de mon père isolé, malheureux, me poursuit partout et sans cesse... Le luxe dont on m'entoure ici me fait presque mal... Je m'en sépare le plus que je puis et ne quitte guère ma robe noire, vous le voyez... Mon pauvre père! — Et je vous croyais si heureuse! dit Gabriel. — Ah! j'aurais tort de me plaindre! Ma tante Albine est la bonté même, Rémié est un petit ange, et mon oncle se montre parfait pour moi. N'importe! j'aimais mieux la tour en ruines de Méridac, avec ses maigres champs de sarrasin tout autour, que ce brillant hôtel où la triste orpheline fait une tâche sombre. — Vous n'êtes pas seule à souffrir, seule à être triste au monde, Mademoiselle... — Vous aussi! murmura-t-elle avec l'expression de la pitié. — Je ne voulais pas parler de moi, Mademoiselle... — De ma tante Albine? — Oui; si belle, si bonne, et paraissant minée par une douleur sourde... — Monsieur Lefèvre, demanda Xavière, vous êtes orphelin? — Oui, Mademoiselle. — Depuis votre enfance? — Je ne me suis jamais connu d'autre famille que la vieille Thérèse et l'abbé

Montreuil... Seulement, vous avez possédé une fortune que des malheurs vous ont ravie, et moi je suis né pauvre... — Il est d'autres richesses que celle des billets de banque. — Je les obtiendrai, celles-là, et j'y travaillerai. — J'ai lu vos articles dans la Revue et votre brochure. C'est bien élevé pour moi; mais j'ai compris du moins que vous êtes un esprit sérieux, que jamais vous n'écrirez de ces romans stupides qui semblent raconter que des rêves... Le peu que je connais des volumes de fantaisie m'a été le désir d'en parcourir davantage... En ce moment, Albine entra. Rémié, après avoir couru comme une gazelle, avait le teint animé, les cheveux flottants, elle sauta au cou de Gabriel, qui remit à Albine la lettre du banquier. — Il s'agit d'un concert de charité, Xavière; y allons-nous? demanda la jeune femme. — Comme il vous plaira, ma tante. — Ce n'est pas répondre; pouvez-vous nous accompagner, monsieur Gabriel? Le jeune homme allait refuser, car un travail pressant le réclamait. Il rencontra le regard de Xavière et répondit affirmativement. Le soir, quand Xavière rentra du concert, que Rémié fut couchée, elle se rendit dans la chambre d'Albine, posa son front sur son épaule, et sans rien dire, se mit à pleurer.